

BJ/ac

Berne, le 13 février 1970

Note pour le Chef du DépartementVisite de l'Ambassadeur
de France le 16 févrierNos relations avec la France1) sur le plan bilatéral

Prolongation de la piste de l'aérodrome de Bâle-Mühlouse.
En juillet 1969, notre Ambassade à Paris a demandé, à la requête du canton de Bâle-Ville, l'ouverture de négociations à ce sujet. Il s'agit surtout de la participation financière de la France. Le Quai d'Orsay a récemment fait savoir qu'une réponse positive serait donnée prochainement. Il y aurait lieu d'exprimer notre satisfaction à M. Roux.

Autoroutes. Les consortiums chargés de la construction des autoroutes en France auraient l'intention d'émettre un emprunt en Suisse. Les autorités genevoises désirent que notre aide financière ne soit accordée que contre l'assurance que la Route de la Savoie n'évitera pas Genève.

Les zones franches de Gex et de la Haute-Savoie. Celles-ci constituent un problème latent dans nos relations avec la France. Paris désirerait rectifier le statut actuel afin de faire coïncider le cordon douanier et la frontière politique. Selon un récent rapport de notre Ambassade, il n'est pas exclu que la France fasse dépendre d'un règlement de cette question son attitude en ce qui concerne notre désir d'entrer en négociations avec la CEE. Le Gouvernement genevois, de son côté, considère une révision du régime actuel comme inopportune et ne voudrait pas que la Suisse apparaisse comme demandeur.

./.



Commerce. En 1969, nos importations en provenance de France se sont élevées à 2,5 milliards, représentant 12 % de nos importations totales (1968 = 13 %). Avec 1,7 milliards, nos exportations sont restées relativement stables (8,6 % du total). La dévaluation française n'a donc pas perturbé les échanges franco-suisse.

2) sur le plan multilatéral

Rôle international de Genève. La France est favorable à un déplacement des activités de l'ONU vers l'Europe, et particulièrement vers Genève.

Intégration européenne. A la Conférence de La Haye, la France a insisté pour que la CEE engage, parallèlement aux négociations avec les Etats candidats au Marché Commun, des conversations avec les autres Etats intéressés.

Affaires scientifiques. Le site du Super-CERN n'a pas encore été choisi. Il n'est toutefois pas exclu qu'une entente ait été trouvée récemment à ce propos entre l'Allemagne et la France.